

Bulletin Européen

Tribune libre fondée en 1950 par Constantin Dragan

Une méthode signée Moscou

Les premiers jours de ce torride été ont été caractérisés par la trouble situation du Soudan et il n'est pas exclu que de nouveaux coups de théâtre aient lieu à Karthoum où le général Nimeiry, partisan des méthodes de répression soviétiques déjà utilisées en Hongrie et Tchécoslovaquie, a liquidé ses ennemis « à la russe », ce qui lui a d'ailleurs attiré une quantité d'ennuis. En dehors du fait qu'il a dû rappeler ses ambassadeurs à Moscou et Sofia, Nimeiry a dû subir les protestations indignées des intellectuels de gauche du monde entier, prêts à pleurer sur les fusillés de Karthoum encore que les 50.000 morts de Budapest et de Prague les aient laissés froids, pour ne pas parler, en remontant plus loin, des macabres fosses de Katyn.

Dans cette tragédie africaine (disons tragédie, car tragiques nous paraissent les fusillades sommaires d'êtres humains, communistes ou anti-communistes) il y a eu pourtant une touche comique. Un communiqué commun arabo-soviétique, rédigé au Caire et diffusé à Moscou par la Tass, dit entre autre:

« L'hostilité au communisme nuit aux espoirs de libération et aux intérêts des peuples africains et n'est utile qu'aux régimes impérialistes et réactionnaires dans le monde ».

Ce communiqué porte la signature de Boris Ponomarev, secrétaire du Comité central du Parti Communiste soviétique, qui est au Caire ces jours-ci.

On croit rêver: ou M. Ponomarev est d'une ingénuité atterrissante et croit encore aux fables humanitaires du communisme soviétique prêt à tous les sacrifices pour le bien des Noirs; ou bien c'est un Machiavel qui cherche à tirer parti du vieux refrain « capitalistico-impérialiste » qui fait ricaner jusqu'aux petits enfants qui vont se baigner dans les eaux du Nil bleu qui traverse leur beau Pays.

Le Sudan, République de l'Afrique septentrionale, a une superficie de 2 millions et demi de kilomètres carrés et a obtenu son indépendance en 1956, quand il s'est libéré de l'occupation anglo-égyptienne.

Ses richesses naturelles, surtout bétail et métaux, l'importance de sa position stratégique pour le passage en Mer Rouge et dans le Canal de Suez, d'antiques traditions de civilisation avec des influences musulmanes, constituent un patrimoine dont s'enorgueillissent ses 13 millions d'habitants, des hommes de haute stature et de fière allure.

Finis le cauchemar anglo-égyptien, le Soudan ne veut plus connaître un cauchemar pire encore, l'expérience que lui offre généreusement M. Boris Ponomarev, le politique ingénu de Moscou, au nom du progrès ou du nationalisme ou du communisme ou autres contes à dormir debout qui n'abusent plus personne.

L'Afrique, avec ses richesses, le Canal de Suez, le pétrole avec ses routes, la Méditerranée, Israël, voilà les gros problèmes qui dorment sous roche. Et comme la Méditerranée est au fond le « Mare nostrum », ce sont ces problèmes-là qui nous intéressent et non point les ingénuités d'un autre âge que, de bonne foi ou non, M. Boris Ponomarev débite pour la Tass. Hélas, M. Ponomarev n'en a pas moins de quoi se réjouir: les Russes ont tout de même enseigné quelque chose au Président du Soudan, général Nimeiry: la bonne méthode pour faire taire l'opposition. Une méthode signée Moscou qui n'a rien d'ingénu et ne fait rire personne...

Horia Roman

bulletin européen

Marketing Est-Ouest

*A Timisoara, en Roumanie, on jette les bases
d'une nouvelle coopération économique européenne*



V^e Séminaire de Timisoara 1-2-3 juillet 1971

Dans les premiers jours de juillet a eu lieu à Timisoara, en Roumanie, organisé par la International Marketing Federation, en coopération avec l'Association Roumaine de Marketing, un Congrès sur le thème « Le Marketing et la promotion des relations économiques internationales ». Nous publions ci-dessous pour nos lecteurs un commentaire à cette importante manifestation.

Qu'est-ce que le Marketing?

Ces dernières années, on a beaucoup parlé de cette nouvelle « science » et du rôle que le Marketing remplit, en tant que l'une des fonctions principales de la vie d'une entreprise. On a dit qu'il s'agit d'une nouvelle « méthode », d'une « technique », d'une « façon de penser » ...Les spécialistes donnent diverses définitions, chacun selon son propre point de vue. Mais le Marketing est surtout une réalité tangible qui doit être portée

à la connaissance de tous. •

En mots plus simples, le Marketing représente l'effort cohérent de l'entreprise pour construire sa stratégie et atteindre ses objectifs; une façon de penser qui implique la considération des divers facteurs de la réalité d'un Marché et des diverses catégories de consommateurs ou d'usages intéressés. C'est — autrement dit — une « forma mentis » poussée vers l'étude des tendances du Marché et des besoins des consommateurs afin de permettre à l'entreprise de s'adapter aux évolutions commerciales, économiques, technologiques, sociales et culturelles et donc d'atteindre ses objectifs de développement. On peut donc comprendre quelle est l'importance du Marketing dans la promotion des relations économiques internationales puisque aujourd'hui les entreprises sont fortement intéressées à la pénétration sur les marchés dans les divers Pays et puisque la coopération économique internationale devient de plus en plus indispensable.

...Dans les relations économiques internationales

Consacré au « Marketing et promotion des relations économiques internationales », le Ve Séminaire de Timisoara a été le premier organisé dans un pays socialiste: d'où son importance. Pour la première fois se sont réunis les spécialistes en la matière de toute l'Europe. L'initiative — comme nous l'avons dit — a été prise par la International Marketing Federation, mais l'idée est venue de J. Constantin Dragan, vice-président de l'I.M.F. pour les activités spéciales, Président de l'Association espagnole de Marketing, Président et Administrateur délégué de la Butan-Gas S.p.A. C'est en effet le Dr. Dragan qui a présenté l'introduction du thème principal du Séminaire, au cours de la première séance des travaux et c'est lui qui a clos le Séminaire de 3 juillet.

Parmi les personnalités qui ont participé au Séminaire, citons: le Ministre roumain du Commerce Extérieur et Président de l'Association roumaine de Marketing, M. Burtica, le ministre grec du commerce M. Zappas, Prof. Guglielmo Tagliacarne, ex président de l'association du Marketing en Italie, le Préfet du Département de Timisoara, et membre correspondant de l'Académie Scientifique et Politique Roumaine, M. Telescu, le Recteur de l'Université de Timisoara, M. Curea, le Président du « K.G. von Stackelberg Markforschung und Sozialforschung » M. von Stackelberg, le vice-président de l'Association roumaine de Marketing et Directeur Général de l'Institut de Conjoncture Economique Internationale M. Murgescu et le vice-président pour l'Europe et l'Afrique de l'I.M.F. M. Neuman.

Il faut en outre souligner que les travaux du Ve Séminaire Européen de Marketing se sont déroulés sous le haut patronage du Président du Conseil d'Etat de la République Socialiste roumaine M. Nicolae Ceausescu.

Les sujets traités ont été les suivants: L'approche au Marketing et ses implications; le rôle de la Recherche dans le Marketing et l'application des techniques appropriées, l'approche au Marketing comme instrument pour la politique des investissements; la corrélation entre les structures de la distribution et la stratégie de Marketing; l'application du Marketing dans les domaines spécifiques.

Succès du Séminaire

Etes-vous capable d'imaginer un séminaire

qui devient tout à coup un Congrès? Si la chose vous semble impossible, vous ne comprendrez pas l'intérêt énorme que les participants (environ 500) ont démontré ni l'atmosphère animée dans laquelle se sont déroulés les travaux. Ce fut comme si, tout à coup, quelqu'un avait lancé un caillou dans un étang. L'esprit, la volonté, la capacité, les ressources indispensables existent généralement partout. Parfois il ne manque que celui qui peut « agiter » ces « eaux immobiles ». C'est justement ce qui est arrivé au Ve Séminaire Européen de Marketing de Timisoara, et c'est aussi ce qu'a voulu souligner le ministre M. Burtica quand il a dit: « Nous voyons dans ce Séminaire le début d'une collaboration fructueuse avec la IMF; le grand nombre de spécialistes roumains qui ont absolument voulu participer aux travaux, qui ont voulu connaître leurs collègues venus des Pays européens aux systèmes sociaux et politiques différents, qui ont voulu confronter leurs expériences et leurs opinions, témoigne du vif intérêt suscité par cette manifestation. Cet intérêt reflète la politique de notre Etat qui tend à développer les relations économiques internationales, à donner impulsion au circuit mondial des valeurs matérielles et spirituelles, en vue d'une meilleure connaissance réciproque, du rapprochement et de la collaboration entre les peuples ».

...Car la « connaissance » joue un grand rôle dans la stratégie du Marketing: surtout la connaissance du milieu qu'exigent — selon la définition scientifique — « la recherche et l'analyse de toutes les informations nécessaires à la formulation des problèmes que la politique d'une entreprise doit prévoir. A ce stade elle doit utiliser des méthodes et des techniques aptes à saisir la dynamique du milieu ».

Voilà donc pourquoi le Marketing est devenu aujourd'hui la condition sine qua non du développement d'une entreprise de niveau national ou international. C'est quelque chose de plus qu'une « science », une « méthode » ou une « stratégie » ou un « système ». C'est presque une... vertu. Quelque chose que les Grecs de l'antiquité admiraient et qu'ils ont si clairement défini: « la connaissance de soi-même » (autrement dit de ses propres capacités) et, encore quelque chose d'autre de plus: la connaissance des autres (de ce qui peut être offert ou reçu au bénéfice de tous), qui sont choses d'énorme importance.

Pour la défense de l'Europe

JOHN BIGGS-DAVISON

Député à la Chambre des Communes

Président du Mouvement Pan-Européen de Grande Bretagne

dénonce la complicité des Travaillistes britanniques avec la conspiration internationale marxiste contre la sécurité européenne :

« Les Travaillistes s'élèvent contre la Communauté européenne parce que cette Communauté n'est pas socialiste ».

Dans un discours adressé au Monday Club de Market Bosworth le 16 juillet, John Biggs-Davison a abattu le mythe patriotique de l'attitude anti-européenne des Travaillistes. En parlant tout d'abord de la situation actuelle de l'Europe, M. Biggs-Davison a dit :

« Malgré toutes les occasions ratées par le passé, la Grande Bretagne est aujourd'hui l'espoir de l'Europe comme elle le fut en 1940. L'Europe est en danger. Les Américains battent en retraite cependant que les Russes s'entêtent à y rester. »

Un jour avant, M. Wilson s'époumonait devant la conférence spéciale des travaillistes pour rejeter l'entrée dans le Marché Commun sous prétexte que cela pourrait gâcher les relations de la Grande Bretagne avec les Etats Unis et surtout avec la Russie; c'est pourquoi il fut acclamé par toute la gauche de son parti et ensuite par la presse communiste britannique.

Le lendemain, M. John Biggs-Davison proclamait à Market Bosworth :

« Cependant, le danger n'est pas tant de voir les tanks de l'Armée Rouge déferler vers l'Atlantique, car ils n'auront pas besoin de le faire. Les partis socialistes qui regardent vers l'Est soviétique, qui partagent une grande partie de la philosophie économique des Soviétiques et qui favorisent la subversion, aideront la Russie Soviétique car ils sont incapables d'opposer une vraie barrière au communisme, comme ils le prétendent ».

Devant la conférence spéciale des Travaillistes, M. Wilson évoquait aussi des motifs patriotiques pour justifier le rejet des termes obtenus par le gouvernement en Europe,

mais à ce sujet, M. Biggs-Davison disait à Market Bosworth :

« Les Travaillistes rejettent la Communauté européenne parce que cette Communauté n'est pas socialiste. En vérité, avec sa T.V.A. et l'insistance pour une entreprise basée sur la libre concurrence, la Communauté porte l'empreinte de la « Bête Capitaliste » tellement haïe par les Socialistes ».

Dénonçant l'hypocrisie des Travaillistes, M. Biggs-Davison a démontré en termes clairs que l'opposition à l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun fait partie de la grande conspiration marxiste internationale :

« L'avenir est ou bien une Europe socialiste ou bien une Europe dans laquelle les Conservateurs britanniques avec les gaullistes français et les Chrétiens-Démocrates allemands doivent tenir les leviers de commande ».

Devant un auditoire attentif qui avait maintes fois applaudi l'orateur, M. Biggs-Davison a déploré la naïveté et le patriotisme mal éclairé des Conservateurs qui s'opposent à l'entrée dans le Marché Commun. A eux et à tous ceux qui rejettent la participation avec les Travaillistes à la conspiration marxiste internationale, il a donné cet avertissement :

« Comme Churchill a dit, « que l'Europe se relève, mais que ce soit une Europe de nations libres » en 1940 le nationalisme a sauvé la Grande Bretagne et la France. La souveraineté des nations européennes ne doit pas être amalgamée, prostituée galvaudée,

mais exercée en commun pour sauver l'Europe et l'Occident. Nous avons peut-être le temps jusqu'en 1973. Ce n'est pas long! ».

A l'heure où nous écrivons ce compte-rendu il est trop tôt pour recueillir des réactions officielles de la part des Travaillistes devant ces accusations graves, mais déjà nous savons que la section de propagande et recherche politique des Travaillistes se trouve en grande difficulté quant à trouver des moyens évident qui pourraient disculper M. Wilson et son parti aux yeux du pays. Par son accusation, M. Biggs-Davison a enfin ouvert le vrai débat sur la question de l'en-

trée dans la Communauté européenne. Ce débat sera entre le marxisme international et la Grande Bretagne proprement dite. L. M. Wilson, en se montrant soucieux des relations avec la Russie, a en partie, avoué que son marxisme, son alliance incontestable avec l'extrême gauche communiste de son parti, se trouve à l'heure actuelle et sur la question ardente du Marché Commun, plus près du parti communiste et de Moscou que le Westminster et de Londres. M. Biggs-Davison une fois de plus a ouvert la voie de son parti et du gouvernement au triomphe européen.

C. Michael-Titus



M. John Biggs - Davison

Actualité européenne

au MONDAY CLUB de Londres

**JACQUES SOUSTELLE PARLE DE L'EUROPE POST-GAULLISTE
DANS UNE INTERVIEW ACCORDEE A NOTRE CORRESPONDANT A LONDRES**

Invité, Jacques Soustelle a franchi la Manche spécialement pour parler devant ceux qui s'approchent davantage ou qui, pour mieux dire, comprennent mieux ce que fut sa politique au côtés du Général de Gaulle, son opposition au grand homme et sa nouvelle politique aux côtés de Jean Lecanuet à la tête du Mouvement National pour le Progrès et la liberté.

Dans une des salles réservées aux Communes aux « Comités » et aux manifestations politiques de ce genre, le 6 juillet, Jacques Soustelle, habillé de noir « higher civil service » rendu moins pétulant par l'âge mais vivant et réel dans la plénitude de ses convictions politiques, s'adressait à un public ami mais qui ne regardait pas entièrement du côté de l'Europe. Et, pourtant, Jacques Soustelle était là pour parler de l'Europe.

Debout, Jacques Soustelle avait à ses côtés John Biggs-Davison, président des députés du Monday Club et Sir Victor Raikes, une des figures des plus éminentes et des plus originales de la politique britannique. Ce gentleman qui l'est resté dans la politique aussi bien que dans sa vie quotidienne est l'homme qui a osé dire NON à Churchill lors des accords de Yalta.

A regarder ces hommes on pouvait éprouver un sentiment presque romantique d'historicité moderne. Il y avait une chose commune entre Jacques Soustelle et son auditoire: l'Algérie française et l'Empire britannique. Soustelle, comme ceux du Monday Club n'avaient pas souscrit au démembrement de ce qui respectivement était à un moment donné la France et l'Empire britannique. C'était du temps du « wind of change » (le nouveau vent) qui allait souffler sur la destinée de l'Europe et sur les carrières politiques de Sir Victor Raikes et ensuite de Jacques Soustelle. Mais ce qui augmentait l'in-

tensité de ce romantisme d'historicité moderne, c'était de voir ensemble les seuls deux hommes qui ont osé dire NON aux plus grands hommes de leurs pays respectifs lorsque ces derniers se trouvaient au sommet de leur pouvoir: Sir Victor Raikes s'était opposé aux accords de Yalta que Churchill, dans la grandeur et faute suprême avait acceptés aux dépens de toute l'Europe de l'Est et finalement aux dépens de la civilisation européenne; Soustelle s'était opposé à ce qui pour lui et pour tant d'autres fut la perte de l'Algérie française. Churchill et de Gaulle se sont heurtés respectivement à la volonté et au courage de ces deux hommes. Maintenant nous savons que Sir Victor Raikes a eu raison et que Churchill a eu tort; l'histoire nous apprendra un jour si Jacques Soustelle aura vu aussi juste que Sir Victor.

« C'est un homme qui pense et qui agit, un patriote intellectuel. Soustelle rejettera comme nous l'inévitabilité du slogan de Krouchev: « nous vous enterrerons ».

C'est dans ces termes que John Biggs-Davison a présenté Soustelle aux Britanniques venus pour écouter ce Français qui parle si bien l'anglais et qui... connaît son Angleterre.

« Je vais développer devant vous quelques idées disparates sur l'Europe ».

Ce furent les paroles qui allaient tenir lieu de titre et par lesquelles Jacques Soustelle a commencé son allocution.

Il a commencé par dire aux Britanniques ce qu'il rêvait pour l'Europe avant que l'Algérie cessât d'être française:

« J'étais convaincu que la France devait devenir un pays fédéral qui s'étendrait du nord de la France jusqu'au Congo... une fédération d'Etats égaux mais étroitement liés

dans le cadre de la République Française. Ce nouvel Etat fédéral pouvait entrer en alliance avec le reste de l'Europe. C'était ma vision des choses à l'époque et c'est pourquoi je n'étais pas enthousiasmé par le Plan Monnet et Schuman et par le Marché Commun ».

Avec cette confession, Jacques Soustelle rejoignait la majorité des membres du Monday Club; il leur montra avec une brillante logique qu'il fut un temps où lui-même éprouvait ce que la majorité des Britanniques éprouvent maintenant - à l'égard de l'idée européenne.

Parlant des réalités présentes et du seul point de vue français, car Soustelle s'est bien gardé de donner des conseils aux Britanniques... (il les connaît trop bien!) Soustelle a tenu à souligner:

« Mais les choses ont changé: l'Afrique été coupée de l'Europe, scission consommée par la séparation de l'Algérie de la France. Maintenant il n'y a pas d'autre alternative que de construire l'Europe et aussitôt que possible ».

Dans son brillant exposé, Jacques Soustelle sentant à partir de cette confession qu'il avait gagné entièrement l'attention de son auditoire, s'attacha à exposer les raisons principales de cette nécessité qu'il a finalement acceptée avec le sens de la discipline historique:

« A l'heure actuelle, les pays de l'Europe sont encore dominés par une mentalité de paroisse; ils ne vivent pas à la dimension des nécessités de l'Europe; c'est un phénomène semblable à celui qui domina les cités de la Grèce antique.

« Dans le monde actuel, a continué Soustelle, l'Europe doit s'unir parce que les pays européens ne sont pas assez grands pour se défendre séparément. Il faut s'organiser maintenant pour l'avenir de notre culture, pour la défense de notre civilisation, pour la réalisation de la prospérité ».

Parlant du désaccord avec la politique du Général de Gaulle quant à l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun, Jacques Soustelle a dit:

« Les raisons de de Gaulle pour tenir la Grande Bretagne à l'écart étaient ma raison pour l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun ».

Partant du principe que « le verdict de l'histoire n'est pas toujours celui de la vérité », Jacques Soustelle a expliqué son refus de reconnaître que la politique gaulliste d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural ait

quoique ce soit de viable. Selon lui,

« Le cours de l'histoire ne peut pas être arrêté », mais l'homme, comme les nations, a un choix:

« ou bien vous êtes l'objet et alors vous écrivez l'histoire ou bien vous êtes sujet en participant à la création de cette histoire ».

Jacques Soustelle n'a pas du tout enthousiasmé les Britanniques lorsqu'il a avancé l'idée que d'une manière quelconque et dans un avenir fort lointain il se pourrait que nous arrivions à la formule des Etats Unis de l'Europe, mais il a recueilli l'approbation unanime lorsqu'il a exposé ses doutes quant à la formule d'une Europe dirigée par les technocrates de Bruxelles, auxquels, d'ailleurs, il a rendu hommage pour leur travail acharné au service de l'idée européenne et de la mise en pratique de cette idée.

Pour conclure, Jacques Soustelle, en honnête homme politique et intellectuel et surtout en bon Français a reconnu que la formule de l'Europe des Patries reste encore la formule la plus réalisable et la plus acceptable pour toutes les nations et là il a reconnu qu'il y a lieu de « rendre un hommage posthume au Général de Gaulle ». Des applaudissements unanimes ont salué cette déclaration et malgré tout ce qui avait séparé Jacques Soustelle du Grand Français, on avait l'impression que l'ombre du Général de Gaulle n'avait pas été entièrement absente de cette réunion. Il y avait Jacques Soustelle et il avait aussi ceux du Monday Club qui par sentiment et par admiration sont plus gaullistes qu'ils ne voudraient peut-être l'admettre, tout comme Soustelle reste encore un enfant politique du gaullisme... hélas! maintenant assez oublié.

L'AVENIR DE L'OPPOSITION FRANCAISE

Avant de quitter les Communes, Jacques Soustelle a accordé un court entretien à notre correspondant à Londres, qui nous apprend que Jacques Soustelle ne croit pas à l'unité de la gauche et à la création d'une opposition viable à travers cette formule.

Q. « Que pensez-vous d'une formule de rechange offerte par l'opposition française au gaullisme d'aujourd'hui? ».

R. « L'avenir de l'opposition efficace au régime actuel en France se trouve dans le centre et le radicalisme. Le Mouvement National pour le progrès et la Liberté sera la for-

mule viable et c'est à cela que nous travaillons à l'heure actuelle ».

Q. « Pouvez-vous me dire ce que vous pensez du gaullisme et de sa contribution possible à l'unité européenne? ».

R. « **Il n'y a plus de gaullisme. Le gaullisme est un rêve du passé.** ».

Jacques Soustelle a ensuite parlé à notre correspondant des projets d'avenir du Mouvement National pour le Progrès et la Liberté, de ses chefs et de sa vision personnelle de l'Europe. Selon lui, il est absolument indispensable de constituer aussi vite que possible un parlement européen non pas formé des délégués des parlements nationaux, mais des élus des peuples respectifs. Cette institution qui au commencement n'aurait peut-être pas toutes les attributions et les pouvoirs d'un parlement national, devrait commencer à fonctionner afin d'éviter l'emprise des technocrates sur une Europe qui se verrait alors privée de ses institutions ou de la pratique de ses principes démocratiques.

Quant à la question s'il y a eu un change-

ment dans la politique extérieure de la France depuis le départ du pouvoir du Général de Gaulle, Jacques Soustelle a dit:

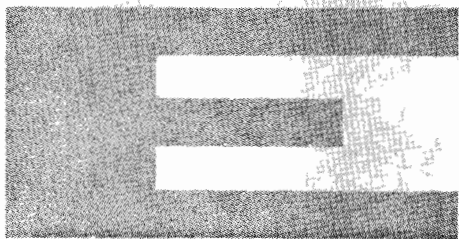
« **Bien que dans l'opposition, je dois constater que depuis que le Président Pompidou est au pouvoir un certain changement a eu lieu. La rencontre de Paris entre M. Heath et M. Pompidou a jeté les bases de la nouvelle orientation de cette politique étrangère de la France.** ».

En parlant de sa vision du monde partagé en quatre entités: **Le Etats Unis, la Russie, la Chine et l'Europe.** Jacques Soustelle a déclaré:

« **L'Europe doit être un de ces quatre, c'est pourquoi l'entrée de la Grande Bretagne est importante par-dessus toute considération économiques ou d'ordre technique.** ».

Jacques Soustelle, Européen par nécessité historique et pratique, a tenu à terminer sa visite parmi les Britanniques sur le ton empirique le mieux compris et apprécié à Westminster. N'empêche que sans en avoir l'air, il a bien plaidé en faveur de l'idée européenne.

CONSTANTIN
DRAGAN



AU SERVICE
DE L'EUROPE

Editions NAGARD - Rome

VIENT DE PARAÎTRE

AU SERVICE DE L'EUROPE

par

Constantin DRAGAN

Editions Nagard, Rome 1971

254 pages - Lit. 3000

Pour les lecteurs étrangers
s'adresser:

via Magnanapoli, 11-b - Rome

LES NOUVELLES ECONOMIQUES

de ROLF WANGEMANN

LA SITUATION MONDIALE DES USA ET LA CEE

Pendant environ vingt ans, les Américains ont fait tout le possible pour aider l'Europe occidentale à arriver à l'unité. Mais peut-être les fils des Américains d'aujourd'hui maudissent-ils leurs pères car une grande puissance mondiale rivale des Etats-Unis est sur le point de naître.

Déjà il y a un an la revue « Economic » de Londres publiait un article où l'on disait qu'en l'an 2.000 environ 400 millions d'Européens seront unis et que la CEE prépare la constitution de leur nouvel Etat.

A ce propos, un grand industriel américain a dit, au cours d'une interview, que l'on peut dès aujourd'hui prévoir que l'Europe occidentale unie serait en mesure de dépasser non seulement les Russes, mais aussi les USA et ceci même en ce qui concerne la production pro capite des habitants.

Avec le Kennedy Round les Américains ont essayé à maintes reprises de donner des ordres à la CEE pour obtenir des avantages économiques. Mais aujourd'hui, les choses ont changé. Les conversations entre le Commissaire européen pour le Commerce Extérieur, Prof. Ralf Dahrendorf, et le secrétaire-adjoint d'Etat américain, Samuel, se sont déroulées à Bruxelles dans un climat bien différent. Les deux parties doivent accepter certaines réalités et ont l'intention de s'arranger sur pied d'égalité. La CEE n'admet pas d'intrusions dans sa politique agricole, tandis que les Américains ne sont pas disposés à faire quelque chose contre leurs parlementaires qui ont des tendances protectionnistes.

Pour amadouer les Américains, la CEE a fait quelques « gestes » pour faciliter les exportations américaines de produits agricoles. En outre les deux parties examineront

en automne les possibilités d'une collaboration dans les cas où des mesures protectionnistes feraient obstacle au développement du commerce (par exemple dans le cas de l'industrie automobile et de l'industrie chimique). Chose qui n'advient naturellement que si, entre temps, un accord n'est pas conclu entre les grandes puissances du commerce mondial (CEE, USA, Japon). Une guerre commerciale entre les deux puissances des deux côtés de l'Atlantique aurait des conséquences catastrophiques non seulement pour le commerce mondial mais aussi dans le secteur politique. Le ministre allemand de la Défense, M. Helmut Schmidt a déclaré récemment que la CEE ne doit pas provoquer les USA dans le domaine économique et commercial et ceci pour des raisons évidentes.

Pendant vingt ans les Américains ont fait comprendre que dans le cas d'une union politico-militaire qui allégerait les charges de la défense et des aides aux pays sous-développés actuellement soutenus par les USA, Washington accepterait même quelques dommages économiques. Mais la situation actuelle permet de penser que les USA ne veulent plus mettre cette ligne de conduite en pratique et qu'ils ne sont plus disposés à accepter des « sacrifices » économiques.

L'affirmation euphorique selon laquelle l'Europe occidentale arrivera rapidement à une véritable unité est encore prématurée. Certainement la CEE deviendra un jour une « superpuissance » mais jusqu'ici chaque Etat membre veut avoir voix au chapitre quand il s'agit d'établir et de « gérer » les relations économique-financières avec les Pays tiers et en particulier avec les USA. Et cette situation ne sera pas modifiée par l'adhé-

sion d'autres Pays à la CEE. C'est pourquoi les Européens d'aujourd'hui ne peuvent pas

s'offrir le luxe d'attaquer la position mondiale des USA.

LE CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT FRANCAIS CONTRE UN TRAITEMENT SPECIAL DES « NEUTRES » AU SEIN DU MARCHE COMMUN

Le Conseil national du Patronat, organisation de l'industrie française, a protesté contre les conversations préliminaires qui se déroulent à Bruxelles avec les « Neutres ». Le but de cette protestation est d'empêcher que les Pays qui ne veulent pas adhérer complètement au Marché Commun puissent tirer des avantages d'une certaine entité d'une relation avec le Marché Commun.

Il ne s'agit pas d'une protestation simplement polémique. Selon une déclaration du Conseil National des Travailleurs du 15 juillet 1971, un élargissement du Marché Commun à la suite de l'adhésion de Pays tiers européens (Suisse, Autriche, Finlande, Portugal et Islande) ne doit pas avoir pour conséquence de faire du MC une nouvelle zone de commerce libre.

Pendant longtemps les industriels français ont été contraires à l'ouverture du marché français à la suite de la fondation de la CEE, car ils craignaient l'abandon du protectionisme commercial. Aujourd'hui on voit toutefois qu'en fin de compte les choses se sont bien passées et que l'industrie française moderne est née essentiellement avec le Marché Commun.

Mais la transformation a provoqué des changements en partie douloureux pour les structures et les méthodes de l'économie française et nombre de vieilles entreprises ont dû fermer leurs battants. Les industriels français ne veulent donc accepter de nouveaux partenaires dans le MC que si ceux-ci sont disposés à assumer toutes les charges et engagements des autres membres.

Ceci vaut surtout pour la Suisse et la Suède, les deux Pays « neutres » qui aspirent à une position spéciale dans le cadre de la CEE. Quant aux arguments qu'ils ont fait valoir à Bruxelles, on objecte qu'ils

ne « tiennent » pas et que tout en maintenant leur neutralité politique les deux Pays doivent s'engager à suivre les règles de la politique commune du Marché dans le sens d'une union douanière et économique.

Les industriels français demandent donc qu'en considération de la différence des problèmes dans chaque cas singulier un accord spécial soit conclu avec chacun de ces Pays. Les candidats à l'admission doivent se déclarer disposés à conclure avec la CEE un accord concernant la future union douanière qui sera plus qu'une simple élimination des frontières douanières. Il faut arriver à une « harmonisation économique ». L'industrie française demande en outre des clauses aptes à la protéger contre la supériorité de certaines industries étrangères spécialisées (papeteries, aciéries productrices d'aciers spéciaux, fabrique d'horloges, industrie électromécanique et constructrice de machines). L'association de nouveaux Pays au Marché Commun demandera donc une certaine période d'adaptation.

ACCORD FRANCO-ALLEMAND SUR LES REACTEURS NUCLEAIRES

A l'occasion des consultations franco-allemandes qui se sont déroulées au début juillet, le ministre français du Développement industriel et scientifique, M. François-Xavier Ortoli, et le professeur Hans Leussink, ministre fédéral de l'Éducation et des Sciences, ont signé un amendement à l'accord gouvernemental franco-allemand du 19 janvier 1967 concernant la construction et la mise en service d'un réacteur nucléaire à haut flux. Cet accord complémentaire adapte les clauses de la convention de 1967 aux modifications financières et structurelles survenues.

number 7-8

europaest bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW • BULETIN EUROPEEN •

ROME

JULY-AUGUST 1971



The most favored nation status for Romania?

The Herald Tribune, of Saturday, July 31 1971, published the following article, of our collaborateur, Mr. N. Baciú:

Aiding Romania

The decision of the administration to ask the American Congress to grant President Nixon discretionary authority to give Romania the « most favored nation status », in her trade with the United States is not only a generous gesture to a friendly people, but a very wise and very skillful political move.

Romania must have a strong economy of her own, in order to be able to resist Soviet threats and pressures.

Ever since the Soviet Union occupied

this country in 1944, Romania was subjected to the most savage colonial exploitation. Her whole trade was politically controlled by the Kremlin, and the import-export prices imposed by the Russians, and not by a fair exchange of free trade considerations.

In the last five years, defying the military, political and economic might of her exploiters, the courageous Romanian people tried valiantly to forge their own way into independence and liberation from Moscow's chains.

So far, Romania succeeded brilliantly, and, through her effort, the door for the liberation of all Eastern European countries seems now to be ajar.

Indeed, if Romania will be able to resist Moscow's threats and pressures, and thus become a truly independent, democratic and prosperous nation, her

example will inevitably be followed by the other satellite countries.

President Nixon understood that all of Eastern Europe is at stake in the new Romanian policy, and he went to Bucharest in order to encourage and to support in order to encourage and to line of independence.

The time has come now to augment the moral support economically, and to grant Romania the same favorable status as Tito's Yugoslavia, in order for her

to resist Moscow's « integration » as the Yugoslav leader did, and to bar Russian access to the Mediterranean Sea.

China also understood the importance of Romania, through her policy of weakening her own enemy: the Soviet Union. This is why she is helping and encouraging Romania and all Balkan countries to break away from Moscow's domination and exploitation.

N. Baci

Cannes

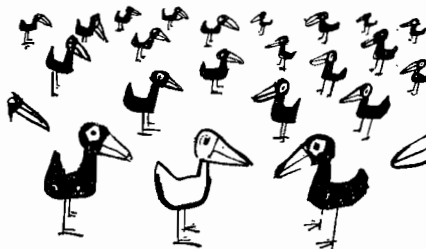
GERMANY ADOPTS EUROPEAN TRAFFIC CODE

A new traffic code that brings German regulations and signs in line with those in other European countries came into force on March 1. The most important revision applies to traffic roundabouts, where until now vehicles on the roundabout have always had priority. Administrators have decided to adjust to the international formula giving right-of-way to vehicles entering the roundabout from the right. But the old system has been maintained where it has proved useful. This means that German roundabouts are decorated with right-of-way signs, telling the driver whether he has priority or not.

Among the new markings is the eight-sided stop sign with white writing on a red background, now used in the Netherlands, Belgium, France, Sweden and Yugoslavia, among other countries, as well as the United States where it originated. A continuous stretch of priority road is marked by a yellow diamond and remains in force until the driver reaches a similar sign with black lines running diagonally through it.

The new code also includes several

rules of driving discipline. Some have been applied up to now but not laid down in the traffic code. Failure to mark an immobilized vehicle by showing blinking lights and the red warning triangle might now cost a German driver his licence. Instruction on how to behave at the scene of an accident, the obligatory showing of indicator lights when intending to pass, and a ban on stopping on high-speed roads are among the new rules.



Un usual figure in Yugoslav politics
- the second candidate for Parliament.

Politika (Belgrade)

Post Apollo: Europe, US seek cooperation accord

Negotiation on European participation in the United States' post-Apollo programme seem to be running into difficulties.

The US suggested at the end of 1969 that European countries might take part in its post-Apollo programme. Europe might then have had to change its current programme: it might have abandoned launcher construction had the United States undertaken to supply Europe with the launchers needed for its space programmes. Europe also sought guarantees that it would participate in management of the joint project, and have access to the scientific and technological know-how produced by the post-Apollo programme.

In November 1970, Théo Lefèvre, Belgian Minister for Scientific Research, and Chairman of the European Space Conference, reported to the Conference on the results of his mission to the US Government. The member states of Conference felt that the US attitude was not wholly satisfactory, or at all events required clarification. They cited two reasons in particular:

- The US agreed to supply launching facilities only if its offer was backed by the Intelsat Assembly, where the US has a preponderant influence:
- European countries' participation in decision-making and their access to information and installations would not, it seemed, be on a basis of equality.

M. Lefèvre therefore made a second fact-finding mission, and the European and US delegations met again in Fe-

bruary this year. The US agreed with the European suggestion that Europe construct a complete component of the system (e.g. the space tug) to which certain other components could be added. It also accepted the Europeans' request for application of the partnership and joint-venture rules, involving comanagement in matters affecting the project as a whole.

But the US did not shift from its initial position on access to information and to installations. The Europeans wanted broader rules so that they could, for example, make use of the new techniques arising out of construction of the overall system.

The US also continued to insist that any global agreement be subject to Intelsat's views on a communications-satellite launching project. Intelsat's decision depends on whether at least two thirds of the Intelsat Assembly thinks that the launching of the satellite would not cause considerable economic prejudice to the organization.

The US position has failed to satisfy the Europeans. To secure launching equipment, they would have to back their participation in the post-Apollo programme with continued efforts in the field of conventional launchers, and to set up a European launching pad — all of which would be beyond their financial resources.

If the US attitude does not change, the European Space Conference ministers will probably turn down any extensive participation in the post-Apollo programme.

Common units of measure proposed

The six are considering a Commission proposal that member states harmonize their units of measure over a five-year period. Although intended primarily to remove a technical barrier to trade, the above would also affect education and administration.

Community definitions would replace national terms — and, After the transition period, member states would have to refuse products and services using non-Community units of measure. Member states would have to amend their relevant legislation within 18 months after the Council of Ministers had adopted the directive. Exports to non-member countries would not have to conform to the new rules.

The Commission bases its proposals on the *Système international d'unités* (SI), which has been developed since 1948. Seven basic SI units are prescribed: length (the metre), mass (kilogram), time (second), intensity of electric current (ampère), thermodynamic temperature (kelvin), intensity of light (candela), and quantity of matter (mol). The proposal includes «derived SI units» (e.g. hertz, watt, volt, farad, newton), prefixes used to denote certain decimal multiples (e.g. deci- and centi-), particular names for certain multiples (e.g. litre, ton), special names and symbols for particular application (e.g. for agricultural areas, for textile fibres), and certain derived units which are permitted, although not decimal multiples of the basic units (e.g. minutes and hours).

Certain units commonly used in the member states which do not correspond to SI units must be eliminated by December 31, 1977: e.g. horsepower to in-

dicade power, stère or cubic metre to indicate volume: the kilogram/force for force; torr for pressure and calorie for heat.

By December 31, 1977, the Commission will give its opinion about the maintenance or disappearance within given timelimits of certain units which are not among the SI units, but the elimination of which could create serious difficulties in member states. Among these units are dyne (for force), erg (for energy), quintal (for mass), and curie (for the activity of a radioactive source).

The proposal would allow units laid down by international or intergovernmental agreements in the fields of maritime and aerial navigation and railway traffic. The Commission will give an opinion later on units used in new sciences and techniques, and which are currently being studied in various international bodies.

Commission urges common market in pharmaceuticals

The Commission plans another attempt to persuade the Six to establish a true common market in pharmaceutical products. In September 1969, the Commission urged member states to end restrictions on each other's pharmaceuticals, but controls have continued.

The Community pharmaceutical industry's growth rate has recently been

averaging well over 10 per cent a year, and its annual turnover is now around \$3,500m. But although 20 per cent of the industry's output is exported to countries outside the Community, there is little trade between member countries.

The main problem, according to the Commission, is the proliferation of national controls which limit or prevent Community countries. Despite 13 years the importation of medicines from other of the Community's existence, national markets still remain isolated. The Commission says France is the worst offender: it is extremely difficult to find German medicines on the neighbouring French market, even though Germany is the world's biggest exporter of pharmaceutical products.

Following a discussion of the issue in February, the Commission is now pre-

paring new measures to open up the market later this year. Earlier directives proposed by the Commission have either been ignored by the member Governments or adopted and then disregarded.

In September 1969, the Commission warned member states that it would start legal proceedings in the Community Court of Justice if they continued « to neglect their duties » in the sector. It was unacceptable, the Commission said, that consumers should be deprived of the cheapest and widest source of best quality drugs.

Little has happened since then, however, to alter the market's fragmentation by national restrictions and controls. As the Commission said in 1969, it is extremely difficult to distinguish where economic interest ends and concern for people's health begins.

COMMISSION SEEKS STANDARD SIZES FOR BLANKETS

The Commission has stated that the French legislation introduced in January sizes for blankets restricts trade between France and her Community partners, and infringes article 31 of the Rome Treaty, which prohibits measures with effects similar to quotas.

Since the end of 1967, blankets imported into France have had to conform to specified sizes. Blanket-producers in other member states have therefore been forced to manufacture specially for the French market. French blanket manufactures were not affected because the standard conforms with French usage.

France has contested the Commission view. She has pointed out that since 1968 imports of blankets have increased, especially from the Netherlands; and that the regulation protects consumers

as blankets are normally sold folded.

The Commission's reply was that increased imports had come about only at the inconvenience of producers in other member states. It said that the consumer-protection argument was invalid as long as France had no compulsory standard sizes for beds and sheets.

Lead in car exhaust fumes: Commission probe

The Commission is investigating the exhaust effects of lead in petrol. Once the necessary information has been studied, the Commission will suggest measures to deal with this problem within the Community.

Only one of the six Community member countries at present plans to set a maximum limit for the lead content of petrol, the Commission said in reply to a written question from Adriaan Oele, Dutch Socialist member of the European Parliament. Differences among member nations' legislation in this field, howe-

ver, might harm trade and travel in the Community.

The Commission therefore plans to examine the extent to which harmonization of national regulations in this field is necessary. It will then make proposals to the Council designed to protect both the environment and Community trade.

Move to grant insurance salesmen more freedom

Insurance agents and brokers in European Community countries may soon be able to sell policies anywhere in the Common Market.

The first of two Commission proposals for directive recently submitted to the Council of Ministers would abolish existing restrictions on freedom of establishment for Community insurance

agents and brokers. The second proposal contains transitional measures.

Agents' practices are now subject to regulation in the Netherlands, France and Belgium, but not in Germany or Italy. In Luxembourg, broker activities are prohibited outright, while agents' activities are unregulated.

France alters rules on foreign investment

The French Government has modified its regulations on foreign investment to conform with Community rules. As a result, the Commission is expected to drop proceedings against France which it initiated in the Community's Court of Justice in October 1969.

The Commission had contended that French regulation laying down standard 1967 conflicted with Rome Treaty provisions for the freedom of establishment and the free movement of capital. Under the regulations concerned, all foreign companies investing in France had to submit their plans to the Finance Ministry for authorization.

Following a decree published in Paris in February this year, Community companies will no longer be required to declare their intentions to take over or acquire participation in French companies under the January 1967 regulation.

A second decree reintroduced the authorization requirement under another heading, the French exchange-control legislation of 1968. This legislation was approved by the Commission in the context of the devaluation of the franc. The practice of vetting foreign investment will therefore continue for the time being, but it must cease when the exchange controls are removed.

EEC TO ABOLISH DUTIES ON POORER NATIONS' EXPORTS

U Thant: "An example for others"

The Community will on July 1 abolish import duties on developing countries' exports of manufactured and semi-manufactured good and some processed agricultural products. The move is expected to accelerate the industrialization of developing countries.

Initially, 91 countries will benefit. Others — among them Turkey, Malta, Spain, Portugal, Cuba, Taiwan and Israel — might be included later.

Commission member Ralf Dahrendorf, who has special responsibility for external relations, said the Community's decision of March 30 to introduce generalized tariff preferences showed that it was liberal and outward-looking, and aware of its responsibilities towards the developing countries. During discussions in New York last month with Commission President Franco Maria Malfatti, United Nations Secretary-General U Thant welcomed the move and said it was an example for other industrialized areas.

Duty-free access will be subject to « ceilings » based on the Community's 1968 imports of manufactures from developing countries plus 5 per cent of such imports from developed countries. Sensitive products such as textiles will be more severely restricted. It is estimated that the preferences will affect \$1,000 million worth of Community imports from developing countries a year, and that the Six will lose \$100 million a year in customs revenue.

The Community played an important role in working out the UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development) plan for generalized tariff

preferences. The Community's offers made in UNCTAD are compatible with its various regional-preference arrangements because the latter operate mainly in favour of primary products.

The Community decided to put into effect its preferences without waiting for the other advanced countries to make similar concession. The preferences are expected to benefit primarily Asian and Latin American exports to the Community.

For the most competitive of the developing countries, the Six propose limit the preferences, so reserving a substantial quota for the less-developed ones. The Six will not allow preferential imports from any single developing country to exceed 50 per cent of the ceiling fixed for that product. Special measures will be negotiated with countries exporting cotton textiles, jute and cocoa products.

The Community has proposed separate preferential reductions for a variety of processed agricultural goods.

Cross-frontier park

Early this year a good example of how countries can cooperate for the benefit of Community tourists was presented when Belgium and Germany signed an agreement to develop a natural park across their respective borders. A better use of a frontier, German Interior Minister Hans-Dietrich Genscher poin-

ted out, than the tensions and the conflicts has caused in the past. The agreement set up a joint Belgo-German regional development commission whose prime objective is to preserve as a natural park some 2,300 square kilometres in east Belgium and north-west Germany. Similar agreements with the same object have been made by Belgium and Germany with Luxembourg, and by Germany with the Netherlands.

The area covered by the Belgo-German accord includes the north-west Eifel plateau, the area around Monschau, and the valley and dams of the Rur and Urft. In Belgium, the park covers the

Hautes Fagnes plateau, the valley of the Our, the Malmédy-Saint Vith area and the Ommerwald forest to the south. The German north Eifel area was classified as a reserve 12 years ago. Now the Belgian side will have the same protection. Recently the Province of Liège voted 2,000,000 Belgian francs (L. 16,700) for tourist facilities and measures to protect the environment. An association has been set up to « protect the flora and fauna, hunting resources, the character of the villages and the purity of the air and water ». As one official said: « We are working for European union on the ground itself ».

Directive on rear-view mirrors

The Council of Ministers in March adopted a directive on car rear-view mirrors, the ninth directive dealing with the removal of technical barriers to trade in the automobile sector.

The directive specifies standards for design (e.g. the dimensions of the reflecting surface, impact resistance, and flexibility of the mounting), and installation (number, position, adjustment, field of view). It also requires that vehicles should have an external mirror on the left side, as well as the interior mirror at present required in all Community countries. A Community approval mark will be placed on rear-view mirrors to attest that they comply with Community standards.

Manufacturers must fit and deliver new vehicles with an outside and an inside rear-view mirror. The new ruling is expected to contribute to safer driving.

Earlier directives concerned rear ex-

haust systems, noise level, air pollution, fuel tanks, protective devices, registration plates, steering equipment, doors, and hooters.



"Mark my words or you'll pay with your head!"

URZICA (Bucharest)

FAUX PROGRES OU MYSTIFICATION MOSCOVITE

par RAYMOND FRANKLIN

L'art de couper les cheveux en quatre lorsque la maison brûle me semble démodé. Vivre d'abord! C'est vrai en Français aujourd'hui comme ce le fut en Latin. Préserver toutes ces valeurs qui sont nôtres, défendre un mode de vie qui laisse à l'individu la plénitude de ses facultés d'épanouissement, se refuser à devenir l'Homme-Machine au service de l'Etat-Moloch, rester « soi-même » voilà ce qui importe, voilà ce à quoi l'Homme de la Rue est attaché même s'il est incapable de le définir explicitement.

Certains intellectuels ou soi-disant tels, grisés par un masochisme qui les amène à blâmer tout ce qui émane du Gouvernement — quel qu'il soit — représentant la France, autant que prêts à ratifier tout ce que proclame celui de l'U.R.S.S., minent le moral des peuples Occidentaux. Le peuple français est particulièrement menacé car toujours prêt à s'enflammer pour ce qui évoque un idéal de progrès, il finit par prêter l'oreille aux mensonges inlassablement répétés des naïfs ou des traîtres conscients qui masquent le honteux visage du totalitarisme communiste. La propagande russe digne émule de celle de Goebbels, exploite admirablement ce défaut de la cuirasse occidentale!

Les agents soviétiques savent faire valoir les avantages pécuniers dont bénéficient les écrivains, les artistes et les savants en U.R.S.S. Ces esclaves bien payés, qui ont vendu leur âme contre des roubles, y sont largement favorisés. Alors pourquoi pas? Le « raté » d'aujourd'hui dans le Monde Occidental serait peut-être une vedette grassement rémunérée de l'autre côté du Rideau de Fer! On espère, on joue sur les deux tableaux, car, n'est-ce pas, on ne sait jamais!...

Tandis que des « penseurs » poursuivent leur lent travail de désagrégation, minent le

moral de notre jeunesse, rendent hésitants les adultes, et sapent le moral de notre armée, des hommes et des femmes, intellectuels au vrai sens du mot, c'est-à-dire liant, comme il se doit, l'Humanisme à l'Humain, payent un lourd tribut à la souffrance. Du zéro de ce que fut leur condition — je paraphrase ici Koestler — ils tentent de rejoindre l'infini des espérances qu'ouvre la Liberté individuelle. Les noms de *Babel*, *Mayakowski*, *Meierhold*, *Pasternak*, *Zochtchenko*, résonnent toujours à nos oreilles!

La persécution des écrivains dans les pays asservis, persécution sur laquelle nos intellectuels dits progressistes ferment pudiquement les yeux, a fait l'objet d'un rapport à la 66^e séance de l'Assemblée des Nations Captives. Je n'en retiendrai que ces lignes qui dans leur concision évoquent une tragédie dont il serait vain de nier l'ampleur.

« *Voici, nous dit le rapporteur, quelles sont les armes du régime soviétique pour l'asservissement de l'écrivain.* » Je cite :

Dès leur prise de pouvoir, les régimes communistes imposés par les Soviets ont déclenché une campagne contre l'écrivain dans la poursuite d'un but bien défini : s'en servir ou le réduire au silence. La nationalisation des imprimeries et des maisons d'édition a été le premier moyen employé pour mettre fin et empêcher à l'avenir toute liberté de publication et d'information. L'indépendance des journaux et des revues fut aussitôt abolie. L'arme de la censure fut mise à l'œuvre comme jamais auparavant. Sous une forme officielle ou secrète, elle fera désormais corps avec la loi dans tous les pays captifs. Le fonctionnement de la censure préventive est assuré par le droit que s'arrogue le gouvernement d'accorder ou de refuser des allocations de papier. La censure est ultérieurement exercée par l'inspection pos-

tale, le système très strict des permis de distribution ou, au besoin, par la destruction matérielle des publications considérées comme nocives.

Afin de couper tout lien entre les écrivains d'Europe Centrale et Orientale et le patrimoine littéraire commun auquel ils appartiennent, un Rideau de Fer a été établi pour les séparer du monde libre.

Des milliers d'ouvrages, dans les pays asservis, ont été retirés des bibliothèques, ou détruits, ou bien encore tenus sous clef, en tant que livres indésirables et officiellement mis à l'index. En 1949, pour ne citer qu'un exemple, les ouvrages à l'index, dans un Pays de l'Est, comptaient déjà 8.000 titres. Les bourses littéraires devinrent des instruments au service de l'idéologie du régime. L'histoire a été remodelée pour s'adapter aux dogmes communistes. C'est ainsi que le chancre de la liberté en Hongrie, Sandor Petöfi, a été travesti en précurseur des poètes «agitprop». Les réimpressions d'œuvres parues avant l'ère communiste abondent en altérations et en omissions, ainsi qu'on peut le constater dans la récente réédition des livres du célèbre romancier tchécoslovaque Karel Capek. Il en est de même pour les nouvelles éditions d'auteurs classiques, tels que Mihaïl Eminesco, en Roumanie, et Maironis, en Lithuanie, d'où ont été expurgés les passages ne convenant pas au régime. Des groupes littéraires entiers, dont les ouvrages semblaient contredire les vues des communistes, ont été purement et simplement éliminés des manuels officiels; ce fut le cas en Albanie.

Dans ses efforts pour soumettre l'écrivain, le régime se sert tout à tour de menaces et de faveurs. Se soumettre et obéir, c'est se procurer la sécurité matérielle, et même le luxe. Refuser de trahir sa vocation, par contre, c'est ne plus jamais pouvoir publier et s'exposer à une série de mesures de plus en plus graves.

C'est l'un des artifices les plus machiavéliques de l'action psychologique soviétique que de faire croire, grâce aux orateurs, aux écrivains, aux journaux, aux éditeurs, aux libraires communistes, en France et ailleurs en Occident, que la culture soviétique est synonyme de progrès, tandis que la pensée

occidentale est sclérosée, prisonnière de tentatives et de structures périmées, embourbée dans les souvenirs du Passé et les impératifs de la Tradition.

Or le Passé, c'est bien Moscou qui le ressuscite en faisant revivre l'impérialisme des Tzars, camouflé sous le signe de la Faucille et du Marteau. Mais il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre, et nos «génies ignorés» ou «auteurs d'avant-garde» joignent à la surdité un aveuglement d'autant plus coupable que nos libertés sont menacées comme elles le furent par Hitler. Fascisme brun ou fascisme rouge, nous te rejetons. Nos couleurs sont le blanc, le bleu, et le rouge, et nous entendons les garder pour nous et comme symbole de Liberté pour l'Occident.

La Jeunesse empoisonnée.

C'est auprès de la jeunesse que les sophismes des «intellectuels» et «pseudo-intellectuels» trouvent la plus large audience. Leurs écrits, leurs propos, servent d'aliments à la presse dite neutraliste, défaitiste, progressiste ou — ce qui est moins dangereux parce que moins camouflé — communiste. De nombreux films atteignent le moral de jeunes qui se jugent déshérités, abandonnés, lancés à l'aventure dans un Monde qui leur est hostile. Ce monde ils le voient, tandis que l'image du Paradis soviétique ne leur parvient qu'à travers le prisme déformant de conférences et les publications très nombreuses. Des revues neutralistes se présentent comme indépendantes tout en bénéficiant d'appuis financiers aussi mystérieux qu'abondants. On oublie trop facilement que le Directeur d'une banque nordique à Paris, convoqué pour enquête a refusé de comparaître. C'était il est vrai sous la 4^e République. Mais il n'est pas moins vrai que la France est vraiment tolérante. L'arsenal public est insuffisant pour réprimer certains agissements. Alors qu'on le change... et vite!

Le grain qui lève

Une action urgente s'impose pour soustraire à l'emprise communiste de jeunes intellectuels soucieux d'être «à l'avant-garde»

et de nombreux dévoyés lancés contre la civilisation qui est nôtre et qui est la leur. Ils sont contre tout, et surtout contre le travail. Ces partisans du moindre effort sont des révoltés par principe. Ils sont l'objet des soins particuliers de la propagande communiste qui les alimente des sophismes susceptibles d'apporter à leur carence dans la Société dont ils vivent, un semblant de justification.

Mais les autres, les purs, les sincères? A ceux-là on devrait par tous les moyens apprendre la Vérité; leur demander de réfléchir. Car tout de même, dans les pays européens soumis au joug de l'U.R.S.S.: Pologne, Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est, Roumanie, et dans la douloureuse Hongrie, la Jeunesse ne croit plus en rien, n'espère plus en rien. Le Communisme l'a éloignée de la vie religieuse, sans lui apporter une Foi qui la soutienne. Des garçons et des filles sont venus à l'Ouest du Rideau de Fer pour participer à des festivals. Ils ont vu que l'existence dans des pays qu'on leur disait être « pourris, misérables » était infiniment supérieur à leur mode de vie. Les jeunes de Berlin-Est savent ce qu'est l'existence à Berlin-Ouest. Le Communisme se maintient en U.R.S.S. parce qu'il est lié au concept impérialiste, et qu'un nationalisme exacerbé le soutient. Mais dans les pays satellites, le patriotisme toujours vivace, le sentiment de la dignité nationale, la honte d'être les esclaves du Moloch Russe, empêchent cette confusion du Communisme et du Nationalisme. Les jeunes générations y vi-

vent dans la désespérance, le doute, l'abandon moral.

Voilà ce qu'il faudrait faire connaître à ceux de nos jeunes qui cherchent l'Espérance là où n'existe que le Désespoir, le Bonheur là où la Tristesse règne, la Justice là où domine le Favoritisme, l'Idéal là où la Matière fait de l'Homme son esclave, la Liberté là où règne le travail forcé.

Mais qui se chargera de dénoncer cette mystification et avec quels moyens?

La question mérite d'être posée car la désintoxication d'une partie de la Jeunesse exigerait des moyens égaux à ceux de la partie adverse. La faiblesse des démocraties est de ne pas le comprendre.

La force de l'« *Agit-Prop* » (Bureau d'agitation et de Propagande Soviétique) est de disposer de gigantesques moyens. L'*Agit-Prop* fait la guerre, mais pour les Russes la guerre psychologique s'insère dans la stratégie d'ensemble de l'impérialisme soviétique.

En France, des civils et des militaires sont prêts à mener la contre-propagande voulue. En d'autres pays occidentaux également. Mais seuls les U.S.A. disposent des moyens voulus. Or leur action psychologique est d'une naïveté extraordinaire, face au machiavélisme oriental!

L'Occident doit se réveiller. Le salut de nos jeunes est à ce prix. Certes, il existe une admirable jeunesse, mais la minorité livrée aux communistes est trop large. Prenons garde aux lendemains — qui déchantent!



Sous l'égide de la
FONDATION EUROPEENNE DRAGAN
vient de paraître

GIORGIO DI DOMENICO

**“ Unification économique
et monétaire de la
Communauté Européenne ”**

Ecrire: Foro Traiano, 1 - Rome

L'EUROPE, PEUT-ELLE SURVIVRE?

C'est le titre de l'allocution que le fondateur de notre bulletin devait adresser le 14 juillet à l'occasion d'une réception que le Monday Club de Grande Bretagne avait organisé en son honneur, à la Chambre des Communes.

Malheureusement, des raisons de santé ont empêché le Docteur Dragan de se rendre à Londres et la réception a été renvoyée à plus tard. Sur l'initiative de ses amis britanniques le texte anglais de l'allocution que le Docteur Dragan devait prononcer a été diffusé par les « Pan-European Papers » de Grande Bretagne. Nous publions ci-dessous la version française :

Mesdames, Messieurs,

L'Europe vit depuis un quart de siècle dans l'ombre des deux puissances mondiales géantes. Le progrès constant de la Chine populaire en tant que puissance mondiale, le problème qu'elle pose à tout ce qui est européen en Europe aussi bien qu'à travers le monde entier, complique davantage la position du continent européen, position qui est déjà assez précaire.

L'Europe est aujourd'hui divisée en un côté est qui se trouve sous la domination russe et en un côté ouest qui dépend encore et largement du bouclier militaire américain.

Des puissances européennes comme la Grande Bretagne et la France ont perdu leur grandeur avec leurs empires coloniaux et cherchent maintenant à s'adapter à de nouvelles dimensions et ces dimensions ne peuvent être que des dimensions européennes. Le processus de réadaptation ne s'accomplit pas sans convulsions sociales et morales et toute l'Europe occidentale sent ces convulsions. Ni les pays du Marché Commun ni la Grande Bretagne ne se sont trouvés à l'abri de bouleversements économiques, de conflits sociaux et de contradictions structurelles, qui coûtent beaucoup en énergie, en progrès et en influence politique.

L'Europe, en tant que continent est aujourd'hui inexistante du point de vue politique, social et économique et quant à l'Europe occidentale, malgré la Communauté, elle n'a pas d'influence, en tant qu'Europe occidentale, au-delà des limites géographiques des six pays qui la forment.

Ni en tant que bloc occidental, ni séparément, la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie ne pourraient influencer le comportement des puissances géantes, ou assurer leur propre sécurité en dehors du bouclier militaire américain. Bref, l'Europe n'a pas d'unité, n'a pas de pouvoir militaire, pas de politique financière digne de ce nom et, par conséquent, pas d'influence. L'Europe d'aujourd'hui ne peut pas influencer les événements mondiaux qui néanmoins affectent la destinée des nations européennes. Je ne crois pas que l'on puisse imaginer un tableau plus pessimiste.

Beaucoup de Britanniques professent un genre d'« européenisme » qui consiste en une puissante Grande Bretagne étroitement unie à son Commonwealth, ici, au seuil de l'Europe mais en marge d'elle, prête à la protéger, prête à l'aider et, évidemment, prête à patronner une telle Europe impuissante.

Je voudrais rappeler ici humblement que ceci est un rêve qui ne pourrait devenir réalité que si la Grande Bretagne pouvait ramener le monde au temps de la reine Victoria, récupérer son empire et, en plus, accepter de faire partie d'un condominium anglo-américain inimaginable en dimensions et en structure. C'est un rêve et, heureusement, ce n'est qu'un rêve, car autrement, dans les années soixante-dix, une pareille politique serait une monstruosité.

Contraire à une telle vision britannique et seulement britannique de la destinée de l'Europe, il y a, évidemment, le dogme de l'Europe des Six, une Europe de laquelle il sortira plus tard, dans un avenir très lointain, une Europe puissante qui serait plus ou moins la propriété exclusive de la Communauté.

Cette doctrine a été débattue pendant une décennie entière et mon propre Bulletin Européen a participé amplement à ce débat. La rencontre à Paris entre M. Heath et M. Pompidou a clôturé ce débat.

Il paraît donc que l'élargissement de la Communauté est la réponse et ceci devrait aider l'Europe à survivre. Une fois de plus je risque de jouer les prophètes de malheur, car il me paraît que l'élargissement de la Communauté n'est au fond qu'un pas de plus vers l'amélioration des perspectives économiques des pays qui y sont impliqués, mais cet élargissement ne guérira nullement la division profonde de l'Europe et ne fournira pas non plus à l'Europe, une sécurité militaire en dehors du bouclier américain. L'Europe continuera à compter environ 150 millions de captifs derrière les barreaux maintenus par une puissance géante et continuera à avoir besoin d'une sécurité militaire à elle propre.

On nous dit : « cela va venir », mais nous savons que cela n'est pas possible aussi longtemps que les partis socialistes pourront désarmer ou refuser de renforcer le potentiel militaire d'un pays de la Communauté, fût-elle élargie. De ce point de vue, permettez-moi de vous rappeler que le parti travailliste britannique, lorsqu'il est au pouvoir, ne paraît pas pratiquer une politique qui pourrait mener au renforcement de la puissance militaire de la Grande Bretagne.

Néanmoins, malgré une ouverture à l'est assez discutable et assez discutée, malgré le risque de voir le parti travailliste britannique saper la puissance militaire de l'Europe, malgré des vagues répétées de crises morales et économiques, l'Europe doit non seulement survivre, mais elle doit devenir un jour unie du Nistru et de la Vistule jusqu'à l'Irlande, et être capable de jouer le même rôle, créateur de culture et de civilisation universelles.

Par conséquent, à la question : « l'Europe, peut-elle survivre ? » moi, en tant qu'activiste européen de longue date, sur le front industriel et culturel à la fois, j'ai le courage de dire OUI, et je ne dis pas que ceci sera à cause de l'élargissement de la Communauté, NON - parce que, quoique cet élargissement soit un signe positif d'« européenisme », il n'est pas l'« européenisme » propre-

ment dit, l'« européenisme » dont nous avons besoin dans les esprits et dans les âmes de tous ceux qui sont responsables, afin de faire survivre l'Europe.

Cet « européenisme » d'esprit et d'âme nous commande à tous, que nous soyons Britanniques, Scandinaves, Germaniques, Latins ou même Slaves :

a) de dédier toutes nos énergies à la création d'une Europe de nations et non pas d'un creuset cosmopolite ;

b) de placer l'intérêt commun de l'Europe au-dessus de l'ambition de parti politique et des combines électorales ;

c) de travailler pour une grandeur nationale qui doit être en même temps une grandeur européenne car en vérité, l'avenir de notre civilisation est le nationalisme, ce nationalisme véritable qui rend l'individu respectueux des autres nations parce qu'il aime et comprend sa propre nation. C'est la voie de la grandeur nationaliste en Europe ;

d) d'abandonner par conséquent, les rêves enfantins du 19-e siècle, rêves d'hégémonie, et d'accepter le fait que l'égalité entre nations signifie grandeur si cette égalité est conçue par le relèvement des petites nations ;

e) d'éduquer nos enfants dans l'idéal de cette Europe de nations. Ceci devrait être notre trésor pour l'avenir.

Principes et idéaux que nous connaissons tous et qui ont une signification profonde surtout pour la Grande Bretagne, la France et l'Allemagne, car l'Europe peut-elle survivre sans une Grande Bretagne qui aurait aboli sa vision de l'Europe, vision héritée du 18-e et du 19-e siècle ?

L'Europe, peut-elle survivre sans une France qui accepterait de partager avec toutes les autres nations son extraordinaire expérience européenne ?

Enfin, l'Europe, peut-elle survivre sans une Allemagne qui mettrait toute son adresse et tout son sens de l'ordre dans l'œuvre d'une Europe pour tous les Européens ?

Bien sûr que non, et le fait même que nous nous en rendons compte signifie qu'il y a de l'espoir pour l'Europe.

Une fois de plus, je ne base pas mon espoir sur l'élargissement de la Communauté, mais sur les signes encore assez faibles de la possibilité de voir un jour la conscience des Britanniques, des Français et des Allemands acquérir un peu de sens de responsabilité solidaire européenne. Ce brin de responsabilité européenne ne consiste certainement pas à subventionner l'agriculture française ou à soutenir le mark allemand ou la livre Sterling au dépens d'une autre nation; c'est une nuance de responsabilité très simple: celle de s'entre-aider pour atteindre et pour maintenir la prospérité. Ceci serait, selon moi, le premier et le plus urgent commandement, qui, appliqué, pourrait aider l'Europe à survivre. Parallèle à ce principe ou commandement à fonction réciproque, il y a un devoir qui reste strictement de nature nationale: chacune des puissances européennes devrait faire tout son possible pour éviter l'affaiblissement de sa propre économie par des nationalisations et par des aventures de type socialiste et enfin, pour éviter l'affaiblissement de sa défense militaire.

Ce sont des principes simples à fonction réciproque ou spécifiquement nationaux qui peuvent être appliqués et accomplis avec ou sans l'élargissement de la Communauté, à travers le Marché Commun ou en dehors de ce Marché.

Aussi longtemps que la haine ne s'établit pas entre les grandes nations de l'Europe,

aussi longtemps que la méfiance ne se substitue pas à la diplomatie et aux relations personnelles, ceci est possible quelle que soit la forme que l'entre-aide pourrait prendre ou quelque large ou restreint que le Marché Commun puisse devenir ou rester.

Mesdames, Messieurs,

Ces quelques idées sont au fond des conclusions personnelles auxquelles je suis arrivé après des années d'expérience pratique dans les domaines industriels et culturels de l'Europe. Des circonstances nationales et politiques au commencement et ensuite mon orientation professionnelle et l'inclination irrésistible que j'ai pour les activités culturelles internationales, ont fait de moi un Européen, un Européen pratique en ce sens que dès maintenant je vis et je travaille en tant qu'Européen, bien avant l'existence proprement dite du citoyen européen de demain. Ce n'est pas toujours un privilège, je peux l'assurer mais c'est, certainement, un genre de vie et d'activité qui m'a appris à aimer et à respecter toutes les traditions nationales et toutes les mentalités spécifiques qui forment notre continent, car je sais, je sens et je suis sûr que chaque particularité nationale est une partie de cet inestimable trésor européen.

Animé de ces sentiments je me suis rapproché de votre pays et de votre nation et je vous ai parlé aujourd'hui sur ce sujet qui nous concerne tous: la survivance de l'Europe



Les Travaux du Conseil de l'Europe

LA SANTE HUMAINE ET L'ENVIRONNEMENT

Les parlementaires du Conseil de l'Europe lancent un appel à 17 gouvernements

Des hommes politiques, des techniciens et des administrateurs venus de tous les points de l'Europe et réunis pour la première fois pour étudier les problèmes de l'environnement ont lancé un appel aux gouvernements pour que ceux-ci prennent de toute urgence des mesures propres à améliorer l'hygiène du milieu, afin de protéger leurs ressortissants de l'insalubrité sous toutes ses formes: aliments contaminés, logements insuffisants, accumulation incontrôlable des déchets, pollution.

Réunis à Stockholm du 1er au 4 juillet, ils ont recommandé l'amélioration et l'harmonisation au niveau international de la formation des inspecteurs de l'hygiène alimentaire; l'altération des aliments est un problème à la fois national et international, et dans ce domaine, l'action préventive doit être préférée. Pour ce qui est du logement, le Colloque a demandé instamment que chaque pays adopte des normes minimales et aménage sa législation en conséquence. Il a également condamné la tendance actuelle à la construction en quantité excessive de grands immeubles d'habitation, qui pose de graves problèmes économiques et sociaux. La Conférence a invité les gouvernements à fournir les moyens matériels nécessaires à l'élaboration de programmes nationaux pour l'amélioration de l'hygiène du milieu, la lutte contre la pollution et la prévention. Il a recommandé en particulier la signature d'un accord international interdisant l'évacuation en mer de substances toxiques et radioactives. La Conférence a préconisé par ailleurs le recyclage et la réutilisation des déchets, ainsi que l'étude plus approfondie du ramassage, du transport et du traitement des matières résiduelles. L'urgence d'une coopération internationale pour les questions de l'hygiène de l'environnement a été soulignée, ainsi que la nécessité d'intensifier sans délai la recherche et la formation de personnel spécialisé dans ce domaine.

La réunion de Stockholm, tenue dans les nouveaux bâtiments du Parlement, avait été organisée par l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe qui réunit 17 nations, afin de préparer les parlementaires aux décisions politiques qu'ils sont appelés à prendre en matière d'hygiène du milieu, et pour travailler à obtenir des normes européennes pour la protection de la santé des populations, surtout dans les villes. Environ 150 parlementaires, experts et administrateurs ont pris part à cette réunion.

Le discours introductif: « Les origines de la crise de l'environnement » a été prononcé le premier jour par le Professeur Barry Commoner, Université de Washington, Saint-Louis, U.S.A. Le Professeur Commoner a mis en évidence les profondes transformations économiques, politiques et sociales et la réorientation radicale des techniques de production qu'il considère comme indispensables pour sauvegarder le « cycle écologique » et faire du monde, particulièrement du monde industrialisé, un endroit où les générations futures puissent vivre en sécurité.

L'opinion générale a été que, compte tenu de l'ampleur considérable des problèmes, ces transformations ne pourront s'effectuer qu'à long terme; mais, à court terme, les gouvernements pourraient faire beaucoup, immédiatement et pratiquement, pour améliorer l'hygiène du milieu.

Les résolutions adoptées par la Conférence ont pour base les documents suivants:

« Comment obtenir des aliments plus sains » (M. Morley Parry, Royaume-Uni);

« Comment faire pour que nos villes restent habitables » (M. D.H. Frieling, Pays-Bas);

« L'administration de l'Hygiène du milieu » (M. Reg Johnson, Royaume-Uni) - (M. Samuel Halter, Belgique);

« La formation du personnel aux fonctions concernant l'hygiène du milieu » (Professeur Karel Symon, Tchécoslovaquie);

« Traitement et élimination des déchets solides » (M. H.R. Wasmer, Suisse);

« La pollution » (M.R. Pavanello, Suisse).

Les résultats de la Conférence ont été résumés le dernier jour par le Rapporteur général, M.R. Johnson (Royaume-Uni).

Le compte-rendu de la conférence et les résolutions seront présentés à une session plénière de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg, France (siège du Conseil) pour soumission au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pour suites à donner.

En adoptant les résolutions, la Conférence a souligné à quel point il importe d'assurer à celles-ci la publicité la plus large, grâce aux moyens d'information de masse, à l'intention non seulement du grand public, mais aussi de tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, sont dans leurs activités concernés par leur contenu.

Les documents de la Conférence peuvent être obtenus sur demande adressée au service de Presse du Conseil de l'Europe, Strasbourg, France.

RESOLUTION SUR L'HYGIENE ALIMENTAIRE

Le Colloque,

1. Reconnaissant que la responsabilité de l'innocuité et de la pureté des denrées alimentaires, et du respect de normes d'hygiène satisfaisantes fait partie intégrante de l'hygiène du milieu;

2. Reconnaissant que l'hygiène des denrées alimentaires, pour être efficace, devrait s'attacher davantage à prévenir qu'à combattre les contaminations et altérations des aliments;

3. Reconnaissant que l'hygiène des denrées alimentaires s'étend depuis la production jusqu'à la consommation en passant par toutes les étapes intermédiaires;

4. Reconnaissant en conséquence que l'hygiène des denrées alimentaires relève de disciplines très diverses allant de la médecine au droit, et exige de ceux qui sont chargés du contrôle de ces denrées une connaissance approfondie entre autres:

i) des sources de production (à la fois animale et végétale), et notamment la biologie de ces sources;

ii) du traitement subi par les aliments;

iii) de la construction des bâtiments de fabrication de stockage et de distribution des aliments, des appareillages nécessaires et de la commercialisation des produits alimentaires;

5. Soulignant que le meilleur moyen d'assurer le respect des normes d'hygiène acceptables dans la fabrication, le traitement,

le stockage, la distribution et la vente des aliments exige une parfaite connaissance des matières premières contenues dans les aliments, un contrôle approprié de ces matières premières et de fréquentes inspections par les fonctionnaires des différentes disciplines responsables de l'hygiène du milieu, des locaux, véhicules, marchés et autres lieux utilisés, ces fonctionnaires ayant pouvoir de prendre les mesures qui s'imposent dans tous les cas où les conditions ne sont pas satisfaisantes;

6. Soulignant que tous ces inspecteurs devraient recevoir une formation et une affectation garantissant que des règles analogues de préparation, de distribution et de manutention des aliments seront appliquées dans tous les Etats membres du Conseil de l'Europe, et que lesdits inspecteurs, dans des circonstances similaires, devraient faire un usage identique des pouvoirs qui leur sont conférés;

7. Reconnaissant que les maladies dues à l'altération ou à la contamination des aliments sont un problème à la fois national et international;

8. Invite l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe à recommander au Comité des Ministres que les gouvernements des Etats membres:

i) harmonisent sur le plan international aussi rapidement et aussi complètement que possible

a) la législation et les réglementations concernant l'hygiène des denrées alimentaires, notamment le niveau tolérable des résidus dans les aliments,

b) la formation, le statut et le mode d'affectation des fonctionnaires des services d'hygiène responsables du contrôle de l'hygiène alimentaire;

ii) en attendant cette harmonisation, examinent en priorité et améliorent si nécessaire la formation et les conditions d'emploi des fonctionnaires des services d'hygiène s'occupant de l'hygiène alimentaire, conformément à des directives communes acceptables sur le plan international;

iii) promeuvent la recherche et le développement, y compris les aspects toxicologiques en ce qui concerne l'hygiène des denrées alimentaires;

iv) promeuvent l'éducation du public dans le domaine de l'hygiène des denrées alimentaires.

RESOLUTION RELATIVE A LA POLLUTION ET A L'ELIMINATION DES DECHETS

Le Colloque,

1. Considérant que le développement rapide de la science et de la technologie dans l'industrie et l'agriculture, les transports et d'autres secteurs de l'activité humaine contribue aux progrès considérables du bien-être des hommes et que ces progrès doivent être poursuivis;

2. Estimant toutefois que, dans bien des cas, le progrès technique n'est pas allé de pair avec une évaluation correcte des conséquences des nouvelles techniques pour l'environnement, l'ampleur de la pollution provoquée, par rapport à la quantité de biens produits étant extrêmement variable;

3. Considérant que l'élévation du niveau atteint par les polluants est fonction de l'importance numérique et de la répartition de la population, des quantités de biens produits et de l'ampleur de la pollution due à la technologie;

4. Considérant que l'on n'a pas prêté à l'exploitation des matières premières de base et à l'accumulation des déchets solides l'attention que ces questions méritent tant du point de vue technique que du point de vue juridique;

5. Considérant que la nature des techniques de production a une influence déterminante sur le niveau global des polluants;

6. Considérant que l'homme et son milieu physique forment un système dynamique d'interactions qui doit être considéré comme un tout;

7. Considérant que la pollution croissante de l'air, de l'eau et des sols fait peser une grave menace sur la santé de l'homme et sur toutes les formes de vie;

8. Remarquant avec satisfaction qu'un comité d'experts du Conseil de l'Europe élabore en ce moment un projet de convention relative à la pollution de l'eau douce;

9. Invite l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe à recommander au Comité des Ministres que les gouvernement des Etats membres:

i) intensifient la lutte contre la pollution et l'action préventive, en mettant systématiquement en application les connaissances et l'expérience acquises;

ii) jettent les bases scientifiques, techniques, juridiques et institutionnelles permettant l'élaboration de vastes programmes de

lutte et d'action préventive contre la pollution comprenant:

a) des améliorations technologiques destinées à réduire la quantité de déchets (notamment par le recyclage et la réutilisation),

b) l'emploi de nouvelles matières premières dans l'industrie et pour la production d'énergie,

c) la transformation des transports urbains;

iii) intensifient l'étude des techniques dont l'effet sur l'environnement est réduit à un minimum;

iv) encouragent, au niveau tant national qu'international, grâce à une collaboration active entre les Etats, les recherches portant sur la pollution de l'environnement et sur les moyens de la combattre;

v) établissent et harmonisent, grâce à une active collaboration internationale, des directives, des normes et des critères de qualité applicables à l'environnement, particulièrement en ce qui concerne les bruits, la pollution thermique, les composés toxiques, les polluants organiques rémanents et toutes les substances pouvant avoir à long terme des effets mutagènes et cancérogènes;

vi) organisent sur une base régionale, nationale et internationale des systèmes de surveillance et de contrôle conçu de manière à faciliter les échanges d'information, la comparaison des résultats et la mise en oeuvre ou l'amélioration des programmes anti-pollution; et mettent en place, dans le cas de cours d'eau internationaux, des systèmes avertisseurs efficaces permettant une intervention rapide en cas d'urgence;

vii) s'efforcent d'obtenir un accord international interdisant de procéder en mer à l'évacuation de substances liquides ou solides d'une manière qui ne soit pas internationalement reconnue comme sans danger, en commençant par toutes les substances radioactives ou dangereuses;

viii) organisent sans délai au niveau national et, grâce à une collaboration active, au niveau international, la prévention de la pollution des régions côtières, qui risquerait de rendre celles-ci impropres au tourisme et à la détente, et de nuire au développement de la vie marine;

ix) prennent sur le plan législatif des mesures propres à prévenir les effets nocifs ou indésirables de la pollution;

x) fournissent les stimulants nécessaires, financiers ou autres, afin d'encourager une action rapide et adéquate dans le sens préconisé par la présente résolution.

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDEE

PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

ont collaboré ou collaborent:

Konrad ADENAUER, P. E. ARGENTIERI, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECHLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Pietro GERBORE, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Edmond GISCARD D'ESTAING, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL-TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVAUT GINI

Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME

Tél. 672.578

A B O N N E M E N T S

Italie . . . Lires 2.000 | Etranger . Dollars 3,—

Abonn. d'Honneur 5.000 | Abonn. d'Honneur 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile **Universitas Personarum Dragan** - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951

studio tipografico, p. del popolo 3, roma